



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN

Zone industrielle des parages
82000 Montauban

Références : JR/2024-0745
Code AIOT : 0006802719

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2024 dans l'établissement SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN implanté 25 impasse de Maastricht ZI Albasud 82000 Montauban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre de l'incendie qui a eu lieu sur le site au niveau de l'atelier de maintenance le vendredi 5 juillet 2024. L'astreinte DREAL a été prévenue par appel du SDIS à 3h00 de l'incendie d'un atelier de maintenance d'environ 1300 m², en cours depuis 00h45. Cet incendie a été maîtrisé à environ 4h20.

Outre le bâtiment de maintenance, ont également été impactés:

- une armoire de stockage d'acides à l'extérieur du bâtiment : 2 bidons de 70kg ont partiellement fondu, quelques litres se sont épanchés dans la rétention de l'armoire;
- une zone de stockage des déchets dangereux produits par le site (tube néon, déchets d'équipement électriques et électroniques).

Les dégâts constatés lors de l'inspection sur la structure du bâtiment sont de nature à engendrer son effondrement.

Aucune victime n'a été recensée. Le réseau d'eaux pluviales a été obturé avant l'intervention des pompiers. Les eaux d'incendie d'extinction ont été confinées dans une fosse de relevage. Il n'y a eu aucun écoulement au milieu naturel, notamment vers le Tarn, situé à 150 m à l'Est du site. Les fumées étaient peu présentes selon le SDIS, pas de vent observé cette nuit là.

Il n'y a pas d'impact identifié sur la station d'épuration qui est déportée par rapport au site.

L'origine de l'incendie, qui semble avoir débuté dans une des bennes de collecte de déchets non dangereux au niveau de l'atelier n'est pas connue actuellement, et est en cours d'investigation.

Un arrêté préfectoral de mesure d'urgence encadrant la mise en sécurité du site, les prélèvements conservatoires immédiats, la remise du rapport d'incident, la mise à jour de l'étude de dangers, la remise en service, la gestion des eaux d'extinction et des déchets a été signé par le préfet le vendredi 5 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN
- 25 impasse de Maastricht ZI Albasud 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006802719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN exploite à Montauban – ZI Albasud une laiterie et une station d'épuration (STEP), qui traite les effluents de l'usine et les rejets urbains des communes de Bressols et d'une partie de la commune de Montauban.

Ces installations sont soumises à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relèvent de la directive sur les émissions industrielles (IED) .

Les principaux enjeux en termes de prévention des nuisances et des risques associés au site concernent la maîtrise des consommations d'eau, des rejets aqueux (laiterie, STEP) et atmosphériques (légionelles) et la maîtrise des risques d'incendie (installations de transformation et de stockage de plastiques).

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Produits récupérés en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie de l'atelier de maintenance survenu le 5 juillet 2024 a été maîtrisé par les pompiers avant qu'il ne puisse impacter des zones plus sensibles de l'établissement. L'impact environnemental du sinistre semble limité. Les eaux d'extinction ont été confinées sur site. L'exploitant doit justifier de la conformité du traitement des déchets générés par l'incendie, rédiger un rapport d'incident et communiquer l'inventaire des stocks impactés par le feu, les rapports de contrôle périodique des installations électriques et des moyens de défense incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a visité le jour de l'incendie les installations impactées et a recueilli à l'oral les éléments concernant le déroulé de l'incendie et son extinction auprès de l'exploitant et d'un lieutenant du SDIS qui s'est rendu disponible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un rapport d'analyse de l'évènement, comprenant a minima les causes, les effets et conséquences sur les personnes et l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire.</p> <p>Une fiche de notification est disponible en téléchargement depuis le lien suivant : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-desinstallations-classees-dun-accident/</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 2 : État des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Etat des matières stockées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite réactive, peu propice à la consultation de documents, l'inspection a convenu avec l'exploitant qu'il lui serait demandé l'état des matières stockées et impliquées dans l'incendie, qui n'a pas été consulté en séance.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant l'inventaire des produits et substances impliqués dans l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin de confinement des eaux incendie.</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique qu'il existe deux débouchés pour les eaux pluviales du site concernées par le ruissellement des eaux d'extinction de l'incendie de l'atelier de maintenance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en partie nord du site, une fosse de relevage collectant gravitairement les eaux de ruissellement du site venant de sa partie ouest. Cette fosse permet d'envoyer via une pompe de relevage les eaux vers la station d'épuration, qui dispose via des bassins tampons d'un volume de rétention disponible après le sinistre et constaté par l'inspection d'environ de 1200m3; • en partie est du site, un séparateur d'hydrocarbures alimenté un réseau de collecte des

<p>eaux de ruissellement, collectant les eaux en contrebas de l'arrière du bâtiment incendié.</p> <p>L'exploitant indique que dès la détection de l'incendie par les employés présents sur site, et avant l'intervention des pompiers, la vanne de sortie de la fosse de relevage des eaux vers la station d'épuration a été fermée.</p> <p>Pour la partie est du site, les bouches d'engouffrement captant les eaux de ruissellement et les dirigeant vers le séparateur d'hydrocarbures ont été obturées.</p> <p>L'exploitant indique que les eaux d'extinction ont toutes été confinées à l'intérieur du site et n'ont pas atteint le milieu extérieur.</p> <p>L'inspection a constaté que les bouches d'engouffrement en partie est étaient obturées, et que la vanne d'isolement du site était fermée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits récupérés en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que de nombreux déchets ont été générés par l'incendie. Le bâtiment de l'atelier de maintenance devra manifestement être détruit, du fait des fissures apparues sur sa structure.</p> <p>Les eaux d'extinction sont confinées à l'intérieur du site, et sont présentes au sol au niveau du bâtiment incendié, dans une fosse de relevage et dans le réseau pluvial obturé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui attester de la caractérisation des eaux d'extinction, notamment au regard de leur possible contamination aux per-et-polyfluoroalkylées (PFAS), et de lui justifier de la bonne prise en charge de l'ensemble des déchets liés à l'incendie dans les filières adaptées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite réactive, peu propice à la consultation de documents, l'inspection a convenu avec l'exploitant qu'il lui serait demandé le rapport de contrôle des installations électriques, qui n'a pas été consulté en séance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission des deux derniers rapports de contrôle des installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite réactive, peu propice à la consultation de documents, l'inspection a convenu avec l'exploitant qu'il lui serait demandé le rapport de contrôle des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, qui n'a pas été consulté en séance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant la transmission du dernier rapport de contrôle des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours